

Asile : « Je condamne certains propos N-VA »

- ▶ Gérard Deprez justifie la discrétion libérale dans la coalition suédoise : « On ne peut donner l'impression que le MR dit au Premier ministre ce qu'il doit faire, cela le déforcerait. »
- ▶ Et il pointe la « concurrence impitoyable » entre Flamands.

ENTRETIEN

Dimanche, au parc Pairi Daiza, le MR vivra une journée particulière. 10.300 personnes se sont inscrites pour les « Estivales » du parti. Du jamais vu ! A la veille de l'événement, l'eurodéputé Gérard Deprez ne nous dévoile pas le message de rentrée des patrons du parti. Mais celui qui a l'oreille de Charles Michel n'élude par contre aucun sujet du moment : des réfugiés à la « faillite européenne », de la place du MR dans la coalition aux bisbilles entre partenaires flamands.

Après dix mois de suédoise, comment le MR se sent-il dans ce gouvernement ?

Le MR a eu parfaitement conscience qu'entrer dans ce gouvernement comme seul parti francophone, avec la virulence de l'opposition politique et la puissance de l'opposition sociale, représentait un énorme défi et un énorme risque. Mais sur la base de ces dix mois, le MR est convaincu que ce choix était le bon. Il n'y avait d'ailleurs pas d'alternative. Donc, en interne, sur l'une ou l'autre mesure, vous pouvez avoir une voix qui demande "est-ce que c'était la décision la plus opportune, ou ne faudrait-il pas la calibrer autrement ?" Mais sur le choix et sur le fait de soutenir ce gouvernement, et le leadership de Charles Michel, il n'y a pas pour l'instant une seule réserve ou interrogation.

Même parmi les libéraux sociaux ou au MCC, malgré l'image de droite de ce gouvernement ?

Oui. Il y a l'image que des forces politiques essaient d'accoler à ce gouvernement de centre-droit. Mais dire qu'il mène une politique antisociale, c'est une erreur et un mensonge. Prenez les mesures du tax shift : d'ici la fin de la législature, les bas et moyens revenus auront un revenu net supplémentaire de 100 euros par mois ; depuis le 1^{er} septembre, le revenu minimum d'intégration, les petites pensions, un certain nombre d'indemnités pour les personnes handicapées et les indépendants ont augmenté de 2%. On ne peut dire que c'est un gouvernement bêtement de droite.

Mais celui qui se profile comme le vi-

sage social, c'est le CD&V, pas le MR...

Sur différentes orientations, comme pour l'impact de la TVA sur l'index, CD&V et MR sont sur la même ligne. La différence entre le CD&V et le MR, c'est que nous avons le Premier ministre. Il y a une grande réserve pour ne pas compliquer sa tâche. Nous ne pouvons pas donner l'impression que c'est le MR qui dit au Premier ministre ce qu'il doit faire, cela déforcerait sa position d'arbitre et sa capacité de leadership. Le MR soutient les demandes du CD&V quand il les estime justifiées et légitimes, mais n'en fait pas état publiquement.

Cela ne donne-t-il pas l'impression que le MR est en retrait ?

Les trois partis flamands sont dans une position totalement différente de celle du MR, car ils sont dans une concurrence impitoyable. Ils se disputent une partie de l'électorat de la droite et du centre, le CD&V étant dans une situation particulière puisqu'il a perdu une partie de son électorat de centre-droit et que s'il devait perdre une partie de son électorat de centre-gauche – et c'est ce qui le met dans une position délicate au gouvernement –, il se trouverait complètement déplumé. Comme ils sont dans cette concurrence, ils parlent beaucoup et leurs dirigeants, font beaucoup de propositions pour se profiler. Voyez Bart De Wever, Gwendolyn Rutten ou Wouter Beke parfois.

Certaines déclarations de la N-VA sur les réfugiés (Bart De Wever sur le sous-statut, Liesbeth Homans sur l'accès au logement...) vous mettent mal à l'aise ?

Non seulement je n'aime pas ces propos, mais je les regrette et je les condamne. A la fois sur le moment et le fond. Le moment : il y a un afflux de gens qui essaient d'échapper à une situation sans équivalent. En 14-18, les Belges sont allés en masse aux Pays-Bas ; en 40-45, il y a eu un exode massif. Si à ce moment, un politique français avait dit "M'enfin, on ne va quand même pas accueillir tous ces gens!"... C'est déplacé et condamnable. Et cela contribue à rendre plus difficile, pour une partie de l'opinion, l'acceptation de mesures nécessaires. Ce n'est pas impunément que l'on se renforce avec un électorat d'extrême droite. Il y a toujours un moment où

vous devez payer le prix des moyens que vous avez employés pour assurer votre victoire électorale. C'est aussi une logique de cet ordre-là qui est à l'œuvre à la N-VA et que je n'aime pas beaucoup. Mais il faut faire une différence entre la gesticulation de responsables politiques en dehors du gouvernement et la politique du gouvernement. Je serais vraiment préoccupé si le secrétaire d'Etat à l'Asile (Theo Francken, NDLR) ne prenait pas les mesures nécessaires pour ouvrir des places. Je serais vraiment inquiet si le gouvernement décidait de renvoyer en Turquie les réfugiés qui sont passés par là. Ou si l'on n'octroyait pas de logement à un réfugié syrien sous prétexte qu'il a une maison en Syrie. On franchirait la ligne rouge. Et je ne laisserais pas faire si on proposait un sous-statut pour ces réfugiés, en contradiction avec les traités internationaux.

Le ministre N-VA Jan Jambon a dit qu'on pouvait réfléchir au statut des réfugiés...

Il faut avoir une réflexion sur le statut le plus adéquat, aussi pour ne pas encourager des velléités populistes ou xénophobes. Il y a en fait plusieurs possibilités en termes de statut. Une. La voie traditionnelle : la voie individuelle d'asile, visée par la Convention de Ge-

neve. Deux. La protection subsidiaire, que l'on pratique en Belgique : elle permet à des gens qui ne sont pas personnellement ou en tant que groupe visés par une menace, de rester sur le territoire d'un Etat membre, pour une durée déterminée, renouvelable. Trois. La protection temporaire, prévue par les Traités et une directive européenne, et je pense que ce serait la plus adéquate. Lorsqu'un ou plusieurs pays de l'Union font face à l'afflux soudain de ressortissants d'un pays tiers, la Commission peut proposer au Conseil que la totalité des gens originaires de ce pays ou de cette région soient acceptés sur le territoire de l'Union et bénéficient d'une protection temporaire. Laquelle leur permet de travailler directement. Au terme de trois ans, si la situation n'a pas été rétablie dans le pays d'origine, on peut introduire un dispositif pour prolonger cette période de protection temporaire. Qui permet par ailleurs à la Commission de proposer une répartition équilibrée entre Etats. Et si on appliquait ce statut, les réfugiés disposeraient automatiquement d'un visa de transit et ils ne devraient pas utiliser les passeurs.

Mais l'Europe traîne...

Il y a une faillite totale de l'Europe ! La césure sur les réfugiés se situe entre les anciens membres et les nouveaux, essentiellement de l'Europe centrale et de la Baltique. Je suis inquiet de cette fracture entre partie occidentale et orientale.

Pourrait-elle constituer un vrai danger pour l'Union européenne ?

Oui, car si certains Etats refusaient de participer à la répartition des réfugiés, cela créerait une situation dramatique en Europe sur le plan politique. Angela Merkel l'a dit : il ne faut pas que des pays s'imaginent qu'ils peuvent continuer à bénéficier des mécanismes de so-

lidarité européens et de la libre circulation pour leurs travailleurs, sans participer à la solidarité commune. Il arrivera un moment où cela remettra en cause la liberté de circulation et les mécanismes de Schengen. L'Union européenne est dans une phase dramatique. Le pilotage est faible. Pourtant, ce problème des réfugiés doit être traité au niveau européen. Mais il y a une impasse : on dit qu'il y a une politique européenne de l'asile, mais il n'y en a pas. Ni de critères communs pour octroyer le statut de réfugiés ; il y a des pays où 95 % des gens sont reconnus et d'autres où c'est 5 %. Il n'y a pas de dispositif commun sur leurs droits : la période à partir de laquelle ils peuvent travailler est de 3 mois en Allemagne, 6 en Belgique et 9 en France ! Ça rime à quoi ?

Le Premier ministre ne devrait-il pas être plus présent dans ce dossier, comme Merkel ou Hollande ?

La responsabilité de Charles Michel n'est pas de parler tout le temps, mais de faire en sorte que les composantes de la majorité se mettent d'accord sur la politique à mener. Il faut prendre des décisions politiques. J'étais outré de voir que les gens traitant les demandes d'asile ne travaillaient pas le week-end. Des milliers de gens, qui selon les conventions internationales ont le droit d'être ici, attendent dans un parc, sans sanitaire ni eau potable, sous la pluie. On est un pays civilisé quand même ! La première mesure à prendre est de décider qu'on va aussi travailler le week-end. Et combien de temps a-t-il fallu pour prendre des dispositions sanitaires pour ces gens ?

On a donc failli à plusieurs niveaux ?

Nous ne sommes pas assez efficaces. On ne peut pas se reposer sur les ONG pour faire face à des situations comme celles-là. On a tous les instruments nécessaires, le personnel, la protection civile... Le gouvernement ferait bien d'utiliser tous les éléments à sa disposition et le Premier ministre s'y est engagé. ■

**Propos recueillis par
MARTINE DUBUISSON**

« Les grands prédateurs, ce sont les présidents de parti »

Cet été, une crise de confiance est clairement apparue entre vice-Premiers. Danger pour le gouvernement ?

Je ne connais pas de coalition dans laquelle il n'y a pas de concurrence entre partis. Sur certains enjeux, il y a toujours une montée d'adrénaline qui n'est apaisable que si le Premier ministre est un acteur impartial et qu'il réaffirme le cap commun, et que les uns et les autres acceptent de réfréner leurs ardeurs belliqueuses.

Charles Michel le fait suffisamment ?

Je le pense, d'ailleurs les acteurs l'ont dit et le président Wouter Beke a déclaré que le CD&V restait un partenaire loyal et déterminé du gouvernement.

Mais dans la foulée, c'est Bart De Wever qui a refragilisé l'équipe avec sa sortie sur les réfugiés...

Le métier le plus difficile en Belgique est celui de Premier ministre. Et les grands prédateurs, qui ont toujours tendance à poser des problèmes, ce sont les responsables des partis. Bart De Wever ne déroge pas à la règle et son poids est important. Mais les responsables N-VA n'ont pas remis en cause la politique du gouvernement. Il est de règle de ne pas faire de suggestion qui ne cadre pas avec la déclaration gouvernementale. Je conseillerais donc à certains, notamment au secrétaire d'Etat [à l'Asile, Theo Francken], d'être plus réservé. Et je dirais la même chose à M. De Wever. Nous n'avons pas vocation à devenir un pays anti-humaniste et populiste. Nous n'avons pas non plus vocation à être une passoire, mais nous avons des obligations de civilisation et d'humanité.

Où en sont les relations du MR avec les autres partis francophones ?

Le ton de l'opposition par rapport au MR a changé, assez fort. Est-ce un apaisement ? Je n'en suis pas sûr, ça peut être un calcul. Mais il y a un paradoxe. Ce gouvernement comprend un parti qui veut théoriquement mettre fin à la Belgique et on n'a jamais autant parlé du gouvernement fédéral ! Aussi parce qu'à l'exception de certaines personnes, comme Joëlle Milquet avec l'enseignement, je ne vois pas fort la stratégie des gouvernements régionaux et de la Communauté française. Qu'est-ce qu'ils font ? Ils sont étonnamment absents des débats politiques et leurs leaders me semblent assez largement transparents.

Il faut améliorer les relations entre le fédéral et les entités fédérées ?

Je suis un partisan du fédéralisme de coopération. On arrive à un moment où les choses doivent se renouer.

Tout le monde y est prêt ?

J'entends parfois des expressions dans les deux camps dont on pourrait faire l'économie. Il faudra encore un peu d'effort pour assainir le climat...

A Bruxelles, on entend peu le MR... Il est en difficulté ?

Il y a eu une erreur d'appréciation par rapport à l'évolution structurelle sociologique de la population. Mais il y a aussi un vrai problème de leadership. Normalement, compte tenu de sa stature et de son format, c'est Didier Reynders. Mais il faut un leader régional, qui ne peut s'affirmer car il y a un autre leader naturel. Et le leader naturel ne peut faire tout le boulot car il est à un autre niveau. La situation devrait à mon avis être clarifiée... ■

Propos recueillis par
Ma.D.

ANALYSE

L'homme qui parle à l'oreille de Charles Michel

Gérard Deprez a un parcours atypique dans la politique belge : après avoir présidé le PSC pendant près de 15 ans, il s'en est distancé pour créer le MCC et rejoindre le MR. Eurodéputé pour la sixième fois, l'homme garde une capacité d'analyse belgo-belge peu contestée. Mais il est, surtout, considéré comme une éminence grise de Charles Michel. « *Un oracle, un gourou* », qualifie même un libéral. La preuve : dans le casting très convoité de la suédoise, il est parvenu à imposer la MCC Marie-Christine Marghem. A 72 ans, Gérard Deprez a aussi une liberté de parole qu'ont peu de ses (plus jeunes) collègues. Et son franc-parler, à l'heure où la communication au MR est cadenassée. Et où plus d'un mandataire doit renoncer à une sortie sur un dossier parce que « *ce n'est pas le moment* » ou qu'« *il ne faut pas mettre le Premier ministre en difficulté* ». Alors, même si le ministre d'Etat qui ne fut jamais ministre ne se répand plus guère sur la politique belge, il a accepté cette interview, à la veille des « Estivales » du MR, avec un engouement certain. La preuve : il ne mâche pas ses mots sur « *la faillite européenne* » en matière d'asile, une certaine « *inefficacité* » de notre gestion de l'afflux de réfugiés en Belgique, ou la « *concurrence impitoyable entre partis flamands* » de la majorité. Et il n'hésite pas à se démarquer de la N-VA et à condamner certains de ses propos : « *Je suis contre le positionnement à droite de la N-VA sur un certain nombre d'enjeux et contre leur vision institutionnelle de la Belgique* », nous dit-il. Deprez veille à soutenir pleinement le patron du 16, même s'il a une autre liberté de ton que lui. On verra celle du président Chastel et du Premier Michel à Pairi Daiza, dimanche. Où 10.000 membres seront présents. On ne sait si les pandas y sont pour quelque chose, mais même la N-VA n'a jamais réussi à rassembler plus de 5.000 sympathisants...

MA.D.